

Unité Interdépartementale 25-70-90  
Tel : 03 39 59 65 99 - Mobile : 06 58 17 41 47  
25000 Besançon

Besançon, le 17/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SYBERT UIOM**

4 rue Gabriel Plançon  
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/LT/2024-1010A  
Code AIOT : 0005902597

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SYBERT UIOM implanté Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte principalement sur la mise en conformité vis-à-vis de la directive sur les émissions industrielles dite « IED » qui est inscrite comme une action nationale de l'inspection pour l'année 2024.

Le but de cette action est de vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) issues du BREF incinération (BREF WI). Les meilleures techniques disponibles concernant les installations d'incinération et de co-incinération ont été transposées en droit français dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Elles sont applicables depuis le 3 décembre 2023. Il s'agit de vérifier les points suivants :

- les valeurs limites d'émission, dans l'air en conditions normales de fonctionnement (périodes NOC) ;
- la tenue d'une liste des « périodes autres que normales », dites périodes OTNOC ;
- la surveillance des émissions lors des périodes OTNOC ;
- la mise en place de la mesure en continu du mercure ;
- la mise en place de la mesure des dioxines et furanes bromées ainsi que des PCB-dl.

Le réexamen de l'unité de valorisation énergétique (UVE) exploitée par le SYBERT a été prononcé suite à son dépôt de dossier le 7 décembre 2020. Aucune demande de dérogation aux Niveaux d'Émission Associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) n'a été sollicitée. Les prescriptions dites « IED » de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 sont applicables de fait.

Ont été évoqués en préambule de la visite les évolutions réglementaires :

- le projet d'arrêté ministériel imposant une surveillance des PFAS dans les fumées d'incinération, le délai des 3 campagnes de mesures pour les incinérateurs de capacité de moins de 15 t/h serait fixé au plus tard le 31/12/2027 ;
- la révision de la directive sur les émissions industrielles (baptisée IED 2.0) publiée au journal officiel de l'UE le 1er juillet 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYBERT UIOM
- Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers et assimilés (DMA), exploitée par le SYBERT et opérée par VALAXION assure le traitement des déchets des collectivités adhérentes dont Grand Besançon métropole. Elle alimente pour partie le réseau de chaleur de Planoise. Elle comprend désormais depuis janvier 2022 un seul four d'incinération des DMA. Ces opérations laissent désormais place aux phases de réaménagement du site.

L'aménagement et l'exploitation du site sont réglementés par l'arrêté préfectoral codificatif du 26 juillet 2024.

L'inspection s'est rendue en salle de supervision, au niveau de l'aire «big-bags cendres sous-chaudières», de l'aire de dépotage des REFIOM, les deux locaux de mesure de la surveillance des fumées.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.1.6.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Assurance qualité de la mesure en continu du mercure	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 point 2.2.2	Sans objet
2	Maîtrise et surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Mesures des dioxines et furannes (PCDD/PCDF) , Performances	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7	Sans objet
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet
7	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30	Sans objet
8	Cendres et REFIOM	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### Suites :

Le local « schelster ENVEA » ne comporte aucune détection incendie. En tout état de cause, les armoires électriques présentant un risque incendie, le local « schelster ENVEA » doit être équipé d'une détection de fumée ou équivalent.

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera que des moyens de première intervention adaptés au risque (ici électrique) sont disponibles à proximité.

**Observations :**

Des investigations supplémentaires doivent être menées pour comprendre la valeur de l'ordonnée à l'origine (offset) et déterminer une possible amélioration métrologique de la mesure du mercure dans les fumées.

Sans attendre le résultat de ces investigations, l'inspection invite l'exploitant à intégrer la droite établie selon le dernier QAL2 dans son système de mesure en continu du mercure.

De même, la procédure QAL3 doit être réalisée dans les meilleurs délais techniques.

L'exploitant doit rester vigilant sur le respect de la NEA-MTD fixée en valeur journalière à 20 ug/Nm3, le cas échéant une technique d'abattement du mercure devra être implantée conformément à la MTD n°31 issue des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive IED.

L'exploitant est invité à finaliser le travail sur la pertinence de la localisation de ces points de bio-surveillance et à conclure si les points de surveillance actuelle sont bien situés dans les zones où les retombées sont maximales, le cas échéant les points de surveillance seront déplacés et/ou renforcés.

Nonobstant l'absence de rejet des eaux météoriques en contact avec les cendres sous-chaudières, il convient que l'exploitant assure un nettoyage plus fréquent et/ou plus rigoureux de l'aire « bigs-bags ».

En outre, l'exploitant a demandé en séance la prolongation pour une durée de 2 mois supplémentaires de la possibilité de stocker les balles d'ordures ménagères entreposées à l'abri et produites ce printemps. L'inspection fait droit à cette demande. Le contrôle visuel prescrit à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2024 sera poursuivi tout au long de la période de stockage.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Assurance qualité de la mesure en continu du mercure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. (1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 (NdR : NF EN 14181 : QAL2, QAL3 et AST, NF EN 15267-3 : QAL1 et QAL3)

## Constats :

Les appareils de mesure en continu (AMS) doivent répondre à des exigences de performance et de contrôle qualité décrites dans les normes auxquelles renvoie l'arrêté ministériel.

- QAL1 : certification de l'appareil de mesure en continu en vue de vérifier sa conformité à l'exigence d'incertitude
- QAL2 : tests opérationnels pour évaluer la bonne mise en œuvre des appareils de mesure en continu, étalonnage des appareils de mesure en continu par comparaison à une méthode de référence normalisée, et détermination de la variabilité de l'appareil pour valider son aptitude à l'emploi après installation sur le site (c'est-à-dire que l'appareil est apte à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences réglementaires)
- QAL3 : vérification de la dérive des appareils dans le temps
- AST : test annuel de surveillance de l'AMS pour s'assurer que la fonction d'étalonnage est toujours valide et que l'aptitude à l'emploi est maintenue.

**QAL1** : L'appareil a été certifié le 11 avril 2022 pour une durée de 5 ans.

**QAL2** : Les tests opérationnels, d'étalonnage et validation de l'automate d'autosurveillance (QAL2) ont été réalisés du 24 au 26 juillet 2024 par CME environnement.

La droite d'étalonnage établie à l'issue du QAL2 est  $Y = 1,41 X + 2,45 \text{ g/Nm}^3$  avec un bon indice de corrélation ( $R^2=0,997$ ) et une couverture de la plage de mesures allant jusqu'à  $80 \text{ g/Nm}^3$  (valeur SRM). Le test de variabilité est conforme.

Actuellement (au jour de la visite), la droite implantée dans le système est  $Y=X$

Le rapport de l'organisme CME issu de la procédure QAL2 conclut à la conformité et l'absence d'écart aux normes.

Toutefois, l'exploitant qualifie la procédure QAL2 « *en échec* » du fait que l'ordonnée à l'origine est supérieure à la valeur de 10 % de la VLE soit  $2 \text{ g/Nm}^3$  et un coefficient directeur de la droite trop important. Ces valeurs sortent en effet des recommandations de la norme XP X 43-132 et du guide FNADE.

A défaut d'une procédure QAL2 plus satisfaisante, l'inspection invite l'exploitant à intégrer dès à présent cette droite d'étalonnage dans son système de mesures.

Il est à noter que la norme NF EN 14181:2014 ne statue pas sur la non-conformité de la procédure QAL2 selon les critères susvisés.

Elle dispose uniquement de recommandations qui doivent être suivies d'investigations supplémentaires : extrait §6.5 « [...] *Il convient que l'écart à la VLE soit inférieur à l'incertitude maximale admissible spécifiée par la législation. Il convient que l'écart au zéro soit inférieur à 10 % de la VLE. Si ces critères ne sont pas satisfaits, de plus amples examens doivent être réalisés afin d'identifier les raisons de cet état de fait.* »

**QAL3** : absence de dérive et de fidélité au cours du temps = en cours d'élaboration par les équipes SUEZ

Le protocole n'a pas pu être explicité par l'opérateur qui relève du constructeur de l'équipement de mesure en continu, la société ENVEA.

La réalisation immédiate de la vérification QAL3 est recommandée par les guides normatifs après l'installation d'un appareil, en amont du premier QAL2.

La recommandation est aussi d'appliquer les matériaux de référence, pour la procédure QAL3, de

manière hebdomadaire pendant les trois premiers mois, puis à une fréquence correspondant à celle de l'intervalle de maintenance mentionné par le certificat QAL1 de l'appareil (ici 4 semaines selon le document QAL1 produit).

Le rapport QAL1 produit mentionne que l'appareil peut être équipé d'un générateur de gaz de calibration : « *An external test gas generator shall be used for regular check o reference point in maintenance interval* »).

Il convient de vérifier qu'un tel dispositif est approuvé par le contrôle QAL3.

**AST** : Le test annuel de surveillance sera réalisé en 2025. En effet, tant que la fonction d'étalonnage lors du QAL2 n'est pas déterminée, cette procédure ne peut être réalisée. Elle a pour objectif de vérifier la validité du QAL2 et si la variabilité de l'AMS reste compatible avec le critère d'incertitude réglementaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des investigations supplémentaires doivent être menées pour comprendre la valeur de l'ordonnée à l'origine (offset) et déterminer une possible amélioration métrologique. Sans attendre le résultat de ces investigations, l'inspection invite l'exploitant à intégrer la droite établie selon le dernier QAL2 dans son système de mesure en continu du mercure. De même, la procédure QAL3 doit être réalisée dans les meilleurs délais techniques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Maîtrise et surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un mono-flux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

**Constats :**

La surveillance en continu du mercure est ses composés est effective depuis décembre 2023.

Des valeurs hautes sous forme de pics ont été observées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2024.

Après intégration du correctif issu du QAL2 (droite d'étalonnage), les valeurs journalières restent en deçà de la valeur limite fixée à 20 µg/Nm<sup>3</sup>.

<p>La visite en salle de supervision a permis de constater le report sur les écrans de contrôle du paramètre (Hg).</p> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le temps cumulé d'indisponibilité de l'analyseur Hg est de 137 heures. Il n'y a pas d'analyseur de redondance pour ce paramètre.</p> <p>NB : Pour le suivi en continu des rejets atmosphériques du mercure, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif ne peut excéder 500 heures sur une année.</p> <p>Un suivi des valeurs de concentrations semi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm<sup>3</sup> est réalisé et devra faire l'objet d'un bilan annuel. Ce suivi est d'ores et déjà en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit rester vigilant sur le respect de la NEA-MTD fixée en valeur journalière à 20 ug/Nm<sup>3</sup>, le cas échéant une technique d'abattement du mercure devra être implantée conformément à la MTD n°31 issue des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive IED.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance :</b> tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dioxines et furannes bromés (PBDD et PBDF)</p> <p>Les dioxines bromées sont à mesurer tous les 6 mois ; il ne peut en effet être exclu que des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés arrivent dans les fours.</p> <p>Le contrôle semestriel du 18 avril 2024 (rapport édité le 19 juin 2024), dit "mesure ponctuelle" effectuée par CME environnement, intègre les dioxines et furannes bromés (PBDD et PBDF). La durée de l'essai est de 6 heures. La valeur mesurée est de 0,005 ng/Nm<sup>3</sup> sans facteur de</p>



pondération et 0,00005 avec facteur de pondération TEF OMS.

Parallèlement, une mesure en semi-continu (cartouche) est réalisée : les deux derniers résultats sont 0,0000 et 0,00015 ng-TEQ/Nm<sup>3</sup> sans TEF.

Dioxines-like (PCB-dl) : La surveillance des émissions de PCB DL (dioxine-like) sur échantillonnage à long terme est en place depuis juillet 2020 à l'aide de cartouches vierges avec filtre, résine et marqueurs. Cette mission est confiée à CME environnement qui sous-traite l'analyse des cartouches au laboratoire CARSO de Lyon.

Ce type de mesure en semi-continu doit durer au moins 2 ans, après quoi l'exploitant pourra statuer sur sa poursuite.

Les résultats sont tous conformes à la valeur guide de 0,01 ng/m<sup>3</sup> (dioxines et furannes + PCB-DL) extraite de la décision d'exécution UE 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les MTD pour l'incinération des déchets, non reprise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Les teneurs en PCB-DL sont, du 28/12/2023 au 5/9/2024, inférieures à 0,0053 ng OMS2005 I-TEQ/Nm<sup>3</sup> (valeur maximale mesurée du 22/2 au 21/3/2024).

L'expression des mesures respecte bien les recommandations de la note IR\_2024.08.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mesures des dioxines et furannes (PCDD/PCDF) , Performances

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention de la pollution de l'air / dioxines

##### **Prescription contrôlée :**

Depuis le 03 décembre 2023, la valeur limite de référence (figurant à l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021) est de 0,08 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> en moyenne sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines. Cet arrêté ministériel ne définit pas de valeur pour la période d'échantillonnage à court terme qu'il définit comme une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures. Mais la borne supérieure pour la teneur en PCDD/DF, sur une telle période d'échantillonnage, est de 0,06 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> suivant la décision d'exécution UE 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, valeur non reprise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

##### **Constats :**

Les valeurs dont il est rendu compte en 2024 entre le 28 décembre 2023 et le 5 septembre 2024, ressortant de la surveillance en semi-continu, sont très en dessous de la limite définie nouvellement à 0,08 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> : valeurs comprises entre 0,0028 et 0,0139 ng/Nm<sup>3</sup>.

La mesure périodique (court terme) du 18 avril 2024 est de 0,0012 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

**Constats :**

Il appartient à chaque exploitant de réaliser une liste des conditions OTNOC spécifique à son installation.

Ont été définies au total :

- 20 conditions hors phase de démarrage et arrêt four ;
- 2 conditions en phase de démarrage et 2 en phase d'arrêt quand les déchets brûlent ;
- des conditions lors d'un arrêt d'urgence.

Le jour de la visite, 85 heures en conditions OTNOC étaient comptabilisées pour un plafond fixé à 250 heures par an.

L'inspection a rappelé qu'une évaluation périodique sous forme de retour d'expérience et d'amélioration continue devra être réalisé au moins annuellement en application du point 3.5.2 de l'annexe 3 de l'AM du 12/01/2021 susvisé.

Le prestataire a prévu cette évaluation au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les valeurs du 1<sup>er</sup> semestre 2024 ont été présentées sous forme de graphiques et tableurs. Aucun dépassement journalier en période NOC n'est constaté.</p> <p><b>Focus sur NH3 et NOx</b></p> <p>En période NOC, les valeurs journalières pour ces paramètres ont été revues fortement à la baisse passant de 400 mg/Nm<sup>3</sup> à 80 mg/Nm<sup>3</sup> pour les oxydes d'azote et de 30 à 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour l'ammoniac.</p> <p>En moyenne au 1<sup>er</sup> semestre 2024, les valeurs journalières pour les oxydes d'azote (NOx) sont de 45 mg/Nm<sup>3</sup> et pour l'ammoniac (NH3) 3 mg/Nm<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Suivi environnemental

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :  - avant la mise en service de l'installation (point zéro) ;  - dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ;  - après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.</p> <p>Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les derniers résultats des mesures des poussières sédimentables à l'appui de deux jauges OWEN, l'une située rue Edison à Besançon (site des abattoirs), la seconde en milieu rural sur la commune de LARNOD. Les deux périodes de mesures couvrent une durée d'un mois par campagne, l'une au printemps et l'autre à l'automne 2023. Ces campagnes visent à la surveillance environnementale des rejets de l'incinérateur et non des installations de déferrailage des mâchefers prescrit à l'article 2.4.2.2 de l'arrêté préfectoral codificatif.</p> <p>Les observations et conclusions présentées en séance sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des teneurs en métaux pour la fraction soluble et pour la plupart des métaux de la fraction insoluble inférieurs à la limite de quantification ;</li> <li>- des teneurs mesurées plus importantes en milieu rural qu'à proximité de l'UVE pour la 1ère campagne et similaires pour la 2ème campagne ;</li> <li>- pour le site des abattoirs, les I-TEQ max sont supérieurs au bruit de fond urbain pour la première série de mesures uniquement, et restent inférieurs à ce qui est mesuré habituellement à 500 m de</li> </ul>

distance d'une usine d'incinération des déchets.

- pour le site rural, les I-TEQ max sont supérieurs pour les deux séries à ce qui est habituellement mesuré en milieu rural. Ces niveaux plus élevés pourraient être expliqués par la présence de sources additionnelles dans un rayon de 1km autour du site, notamment les habitations et axes routiers, qui peuvent interférer avec la mesure.

L'inspection n'a pas d'objection à l'arrêt de cette surveillance ponctuelle par jauges OWEN réalisée à titre prospectif en ces points de localisation. Ces mesures sont en effet impactées par d'autres sources interférentes. Ainsi, les émissions de l'incinérateur ne peuvent être discriminées. Les mesures par bio-accumulation lichénique restent la méthode de référence de suivi dans l'environnement.

Aussi, en référence aux observations émises par l'inspection lors de la visite du 5 octobre 2023, l'exploitant a fait réaliser par ATMO-BFC une modélisation du panache de dispersion des fumées en fonction des conditions météorologiques observées sur les 5 dernières années.

En effet, la rose des vents a pu évoluer entre la situation actuelle et celle observée (en année glissante) lors de la mise en place du suivi par bio-capteurs lichéniques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à finaliser le travail sur la pertinence de la localisation de ces points de bio-surveillance et à conclure si les points de surveillance lichéniques actuels sont bien situés dans les zones où les retombées sont maximales, le cas échéant les points de surveillance seront déplacés et/ou renforcés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Cendres et REFIOM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air / Poussières

**Prescription contrôlée :**

*« [...] Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement [...] »*

**Constats :**

L'inspection s'est rendue au niveau de l'aire de dépotage des REFIOM et de l'aire de remplissage des bigs-bags par les cendres sous-chaudières. Sur cette dernière aire, des dépôts de cendres sont visibles en proche périphérie.

L'aire est couverte mais comporte une ouverture avec passage d'échelle, de fait les eaux météoriques se retrouvent sur l'aire en contact avec les cendres.

Toutefois, ce lessivage par les eaux rejoint le réseau des effluents industriels sans rejet vers

l'extérieur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nonobstant l'absence de rejet des eaux météoriques en contact avec les cendres sous-chaudières, il convient que l'exploitant assure un nettoyage plus fréquent et/ou plus rigoureux de l'aire « bigs-bags ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les différentes zones de procédé équipées de moyens de détection afin de prévenir les risques incendie sont à minima :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fosse de réception (UVE) ;</li> <li>- la zone sous la grille de dosage des fours (détection de température) ;</li> <li>- les locaux électriques qui sont équipés de détection incendie adaptée ;</li> <li>- la presse de mise en balle des ordures ménagères. [...] »</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Les analyseurs de mesure en continu et semi-continu des fumées sont répartis dans deux locaux distincts : <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Shelter ENVEA » pour l'analyseur mercure ;</li> <li>- « BT2 » pour les analyseurs redondants des autres paramètres.</li> </ul> Le local « shelter ENVEA » ne comporte aucune détection incendie. En tout état de cause, les armoires électriques présentant un risque incendie, le local « shelter ENVEA » doit être équipé d'une détection de fumée ou équivalent. Par ailleurs, l'exploitant s'assurera que des moyens de première intervention adaptés au risque (ici électrique) sont mis à disposition à proximité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois